

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION ET
DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

—————
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR

—————
**SÉANCE 168
22 janvier 2015**

1. Points d'ordre général

- Approbation du procès-verbal de la séance du 12 novembre 2014

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

Néant

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) Projet de décret modifiant le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque

2.2.2) Projet d'arrêté pris pour l'application du décret modifiant le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque

2.2.3) Projet de décret portant abrogation de l'article R. 512-46 du code monétaire et financier

2.2.4) Projet de décret relatif au traitement et à l'authentification des pièces en euros

2.2.5) Projet de décret relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

2.2.6) Projet de décret relatif aux conditions d'application des mesures de gel des avoirs

2.2.7) Projet d'arrêté fixant les mentions minimales devant figurer dans les attestations d'assurances prévues par l'article L. 243-2 du code des assurances

2.2.8) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

Autres projets de textes

A) Projet de décret relatif à la transposition de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) et portant diverses dispositions d'adaptation de la réglementation concernant l'accès aux activités d'assurance et de réassurance en France métropolitaine et dans les collectivités territoriales régies par l'article 73 de la Constitution et leur exercice

B) Projet d'arrêté relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit

C) Projet d'arrêté relatif au plan d'épargne-logement (PEL)